

POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL TERNOIS 7 VALLEES

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU LUNDI 7 FEVRIER 2022 à 15H

L'an Deux Mille Vingt Deux, Le Sept Février, à Quinze heures, les membres du Comité Syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois 7 Vallées (*cf. feuille d'émargement annexée au présent procès-verbal*) se sont réunis pour une séance publique, au Pôle de Vie Communal, route de Saint Pol de Croisette, après convocation légale en date du Vingt Huit Janvier Deux Mille Vingt Deux, qui leur a été adressée par Monsieur Claude BACHELET, Président du PETR Ternois 7 Vallées.

Monsieur BACHELET fait l'appel des membres du Comité Syndical et rappelle l'ordre du jour de la séance :

- 1) Délibération portant sur le débat d'Orientations Budgétaires et le Rapport d'Orientations Budgétaires ;
- 2) Délibération portant sur l'adoption du Plan Climat Air Energie Territorial du PETR ;
- 3) Délibération portant sur l'élaboration du cadastre solaire Ternois 7 Vallées ;
- 4) Délibération portant sur l'adoption de la démarche ABC'Terre ;
- 5) Délibération portant sur le changement d'adresse administrative du PETR et modification de l'article 4 des statuts.

Le Procès-verbal du Comité Syndical du 24 Juin 2021 est approuvé à l'unanimité par les membres.

Monsieur François DOUAY est nommé secrétaire de séance.

1) DELIBERATION portant sur le débat d'Orientations Budgétaires et le Rapport d'Orientations Budgétaires

Le Président expose aux membres du Comité Syndical que conformément au Code général des collectivités territoriales, un Débat d'Orientations Budgétaires doit avoir lieu.

Le DOB s'effectue sur la base d'un rapport contenant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et la gestion de la dette, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Le Président présente le Rapport d'Orientations Budgétaires ;

Présentation de la structure :

Conformément à ses statuts, le PETR Ternois 7 Vallées a pour objet :

- D'élaborer et suivre le projet de territoire du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural pour le compte et en partenariat avec les Communautés de Communes qui le composent, définissant l'identité du territoire, les conditions de son développement économique, touristique, environnemental, culturel et social et les actions en matière d'aménagement de l'espace, de déplacement, de développement économique, de promotion de la transition énergétique et écologique, et toute autre action d'intérêt territorial.
- De fédérer et coordonner des actions et projets touchant l'aménagement de l'ensemble de son territoire et portés par les divers acteurs du territoire, mettre en cohérence, accompagner et soutenir ces actions et projets auprès des partenaires extérieurs.
- De mettre en œuvre le Schéma de Cohérence Territoriale du territoire : élaborer, assurer le suivi, les révisions/modifications du document en cohérence avec les évolutions réglementaires et les enjeux de développement.
- De conduire la coordination des politiques d'aménagement, de développement économique et commercial, de promotion de la transition énergétique et écologique et de développement touristique.
- Être un cadre de contractualisation des politiques de développement, d'aménagement et de solidarité entre les territoires, et à ce titre, porter et mettre en œuvre différents dispositifs de contractualisation avec le Département, la Région, l'État et l'Union Européenne.
- Porter en tant que maître d'ouvrage des actions dont l'intérêt est défini à l'échelle du territoire
- Porter et mettre en place tout service d'ingénierie technique et financière pour accompagner les EPCI membres dans l'exercice de leurs compétences et la mise en œuvre de leurs projets, en matière d'urbanisme, habitat, aménagement, environnement, patrimoine, services aux habitants, et dans une perspective de mutualisation des moyens dans les conditions prévues aux articles L.5111-1-1 et R.5111-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le PETR dispose d'une ingénierie au service des EPCI, communes et acteurs du territoire. Pour rappel, la composition de l'équipe en 2021 est la suivante :

- Claire JEDRZEJCZAK, Assistante et Gestionnaire LEADER (et Joséphine PAINDAVOINE jusqu'au mois d'avril 2022)
- Antoine LACOMBE, Animateur LEADER
- Maxence ROJO, Chargé de mission Plant Climat, Chef de Projet PETR Ternois 7 Vallées
- Agathe SCHALL, Chargée de mission Agriculture et Alimentation Durable

Sylvie GUENINECHE, Assistante 7 Vallées à la Maison du Bois, est également mise à disposition du PETR sur certaines opérations (Plantons le Décor, OPAH...).

Les orientations budgétaires :

Dépenses

Le budget primitif 2022 comportera principalement des charges de fonctionnement à caractère général affectées à la mise en œuvre du SCOT et à la mise en application de la stratégie Plan Climat Air Energie Territorial Ternois 7 Vallées au travers de ses différents axes (Agriculture et alimentation, Mobilité, Filières Biosourcées et Energies Renouvelables, Habitat, etc.) :

- Mise en œuvre de la compétence SCOT / planification du PETR : contribution à l'Agence d'Urbanisme de l'Artois pour l'évaluation du SCOT du Pays du Ternois ainsi que pour l'élaboration du SCoT Ternois 7 Vallées et le projet de territoire du PETR ; adhésion à la Fédération Nationale des SCOT et à l'Agence Nationale des Pôles et Pays ;
- Alimentation : Elaboration du projet alimentaire territorial à l'échelle du PETR ;
- Agriculture : déclinaison de la nouvelle stratégie « ClimAgri » de réduction des impacts climatiques du secteur agricole (projet « ABC Terre », accompagnement de la filière lin oléagineux, accompagnement des projets solaires photovoltaïques des exploitations agricoles) ;
- Mobilité : Mise en place d'un Plan de Mobilité Simplifié couplé à un Schéma directeur des Modes Actifs ;
- Filières biosourcées et Energies Renouvelables : initialisation d'une stratégie autour de ces filières et des EnR avec le CD2E, mise en place d'un cadastre solaire) ;
- Habitat : mise en place du Guichet Unique de l'Habitat ;
- Appui aux actions de valorisation de l'environnement : Espaces Actions Nature, édition de la brochure « Plantons le Décor » ;
- Frais généraux supportés par le PETR pour la mise en œuvre de ses différentes missions et part des charges supportées par la collectivité porteuse.

Recettes

La participation financière des EPCI constituant le PETR et l'excédent de fonctionnement permettront de financer les charges de fonctionnement. Le PETR sollicitera par ailleurs systématiquement les différentes subventions mobilisables auprès des partenaires financiers, pour la concrétisation de ses projets.

Engagements pluriannuels envisagés :

Le PETR Ternois 7 Vallées poursuivra sur 2022 et les années suivantes les actions engagées dans le cadre de ses politiques, notamment au travers des axes stratégiques du projet de Plan Climat Air Energie Territorial Ternois 7 Vallées (Agriculture, Mobilité, Développement Economique, Aménagement du territoire, Energies Renouvelables). Le PETR poursuivra par ailleurs ses interventions au titre de la mise en œuvre de la compétence SCOT.

Structure et gestion de la dette :

Le Syndicat Mixte du PETR n'est pas concerné.

Après avoir indiqué Monsieur MELIN s'interroge sur la pertinence

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

PREND ACTE :

- Du Rapport d'orientations budgétaires et du Débat d'orientations budgétaires.

2) DELIBERATION portant sur l'adoption du Plan Climat Air Energie Territorial du PETR

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224-34 ;
- Vu le code de l'énergie et notamment ses articles L.100-1, L.100-2 et L.100-4 ;
- Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et plus particulièrement son article n°188 intitulé « la transition énergétique dans les territoires » ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.229-25 à L.229-26 pour le bilan des émissions de gaz à effet de serre et pour le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;
- Vu le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au PCAET ;
- Vu le Plan National de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques (PREPA) et la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) ;
- Vu le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Hauts-de-France approuvé par arrêté préfectoral le 4 août 2020 ;
- Vu la délibération n°08/15.02.2018 de la Communauté de Communes du Ternois et la délibération du 19.02.2018 de la Communauté de Communes des 7 Vallées portant sur le transfert de l'élaboration du PCAET au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Ternois - 7 Vallées ;
- Vu la délibération n°09/10.04.2018 du PETR Ternois - 7 Vallées de validation de la prise de compétence PCAET ;
- Vu l'arrêté interdépartemental du 6 juillet 2018 portant extension des compétences du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Ternois - 7 Vallées à l'élaboration du PCAET
- Vu la délibération n°2021/05 du PETR Ternois - 7 Vallées du 23 mars 2021 de l'arrêt de projet PCAET.

Le Président rappelle que la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte met en place les Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET).

Il est rappelé que l'Article L229-26 du Code de l'Environnement stipule que les EPCI à fiscalité propre existant au 1^{er} janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants ont l'obligation d'adopter un PCAET.

Il est également rappelé que les Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées ont validé le transfert de l'élaboration du PCAET au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Ternois - 7 Vallées par délibération en Conseil Communautaire en février 2018. C'est à ce titre que le PETR Ternois – 7 Vallées a décidé, par délibération du 10 avril 2018 de prendre la compétence d'élaboration d'un PCAET et de prescrire le lancement de la démarche d'élaboration du PCAET.

Il est rappelé par ailleurs que l'Article L.2224-34 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que, lorsque les EPCI ont adopté leur PCAET, ils sont coordinateurs de la transition énergétique et, qu'à ce titre, ils animent et coordonnent sur leur territoire les actions dans le domaine de l'énergie en cohérence avec les objectifs fixés dans le PCAET.

Il est rappelé que le territoire a arrêté le projet de PCAET Ternois 7 Vallées le 23 mars 2021 en comité syndical.

Les différentes étapes d'élaboration du PCAET :

La première phase du PCAET a été réalisée au cours du premier semestre 2019. Sur cette période ont été établi les différents diagnostics territoriaux nécessaires à l'établissement d'une stratégie PCAET. Les éléments des diagnostics ont également été présentés en mai 2019 lors d'ateliers d'acteurs, en juin 2019 à

l'occasion de la conférence des maires et en juillet 2019 au cours du comité de pilotage de restitution des diagnostics.

La seconde phase du PCAET a débuté en septembre 2019 avec la préparation de la concertation publique. En application du Code de l'environnement (notamment les articles L121-15 et suivants), le PETR Ternois - 7 Vallées a choisi de placer cette concertation du public sous l'égide de M. Jean-Michel STIEVENARD, garant neutre et indépendant, désigné par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) ; un engagement fort pour associer pleinement la population à l'élaboration de la stratégie du plan climat. A cette occasion, le PETR s'est doté d'un site internet propre (<http://petrternois7vallees.fr/>), en fonctionnement depuis le 1er Octobre 2019, date du lancement de la concertation publique. Plusieurs modalités ont été proposées par le PETR pour réussir cette concertation publique :

- l'envoi par courriel de propositions libres (remarques, suggestions, craintes, etc.) au garant désigné par la Commission Nationale du Débat Public pendant une période de deux mois (octobre et novembre 2019) ;
- la mise en ligne de quatre questionnaires sur l'agriculture, la production d'énergies renouvelables, la mobilité et l'habitat durable pendant une durée de cinq mois (octobre 2019 à février 2020);
- l'organisation de cinq conférences-débats ;
- la mise en place d'un panel de citoyens qui s'est réuni le 24 octobre et le 28 novembre, sous l'égide des Conseils de Développement du Ternois et des 7 Vallées, afin de débattre de la stratégie du PCAET avec les techniciens du PETR et les élus

A la suite de cette concertation publique, quatre ateliers thématiques ont été réalisés en visioconférence avec les élus du territoire pendant les mois de mars et avril 2020 afin de consolider la stratégie PCAET. Cette stratégie territoriale a été validée à l'unanimité en mai 2020 lors du comité de pilotage de validation de la stratégie.

La troisième phase du PCAET a démarré en juin 2020 avec l'organisation d'un atelier avec les agents territoriaux de TernoisCom, 7 Vallées Comm et du PETR. Puis en septembre 2020, quatre autres ateliers ont permis de réunir la grande partie des partenaires associés au PCAET et de coconstruire le plan d'actions PCAET. A la suite de ces ateliers, des échanges réguliers avec les structures partenaires ont permis de rédiger les différentes fiches action composant le plan d'actions. Ce dernier a été présenté en bureau PETR en décembre 2020 puis en comité syndical en janvier 2021. Un dernier échange portant sur les différentes mesures du PCAET a eu lieu en février 2021 avec les membres des commissions thématiques PETR. Il s'est ensuivi un comité de pilotage de validation ce même mois de février 2021 puis une délibération en comité syndical le 23 mars 2021 pour arrêter le projet PCAET.

Après l'arrêt du projet PCAET, les documents composant le PCAET ont été transmis à la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) des Hauts-de-France - l'autorité environnementale compétente pour évaluation environnementale – ainsi qu'au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional pour avis avant consultation du public puis adoption du Plan.

Le 13 septembre 2021, un mémoire de réponse du PETR Ternois 7 Vallées aux avis du Préfet de Région, daté du 17 juin 2021, de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe), daté du 29 juin, et du Président de Région, daté du 30 août 2021, a été envoyé à ces 3 instances. Ce mémoire de réponse indique l'ensemble des modifications apportées aux différents documents ainsi que les suggestions qui n'ont pas été retenues par le PETR.

Les documents modifiés ont été mis à disposition de la population lors d'une consultation publique dématérialisée qui a eu lieu entre le 1^{er} octobre et le 31 octobre 2021. Cette consultation publique n'ayant suscité aucune opposition au projet, ce sont par conséquent les documents modifiés après avis des instances évaluatrices qui composent la version définitive du projet PCAET porté par le PETR Ternois 7 Vallées.

Les différents documents composant le PCAET :

Le PCAET en lui-même se structure autour des documents suivants :

- **Le diagnostic territorial.** Ce document analyse différents éléments relevant de domaines Climat-Air-Energie, notamment les points suivants : (i) le bilan des émissions de gaz à effet de serre et la consommation énergétique du territoire ; (ii) l'étude de la séquestration du carbone et son potentiel de développement ; (iii) le bilan des émissions de polluants atmosphériques réglementés ; (iv) l'analyse de la production et du potentiel de développement des énergies renouvelables sur le territoire ; (v) l'analyse de la vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique.
- **La stratégie territoriale.** Ce document traduit l'ambition du territoire pour les six années du PCAET. La volonté d'atteindre au niveau local les ambitions nationales en termes de réduction de la consommation énergétique, de baisse des émissions des gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, d'augmentation du stockage de carbone et de production d'énergies renouvelables y est affirmée. Il propose cinq axes stratégiques : (i) L'agriculture, moteur de la transition écologique et de l'adaptation au changement climatique ; (ii) Des mobilités durables pour le territoire ; (iii) Un développement économique du territoire en adéquation avec la transition énergétique et écologique ; (iv) Intégrer la transition écologique et énergétique dans l'aménagement du territoire ; (v) Un territoire 100% renouvelable.
- **Le plan d'actions.** Ce document se structure autour des cinq axes stratégiques précédemment cités et propose 32 fiches action, dont 21 sont jugées prioritaires. Ces fiches actions détaillent le contexte, le niveau de priorité, le(s) porteur(s), les partenaires techniques, les cibles, le(s) rôle(s) des collectivités, les coûts associés, les financements possibles, des éléments de dimensionnement, les échéances, les bénéfices et les indicateurs de réalisation de l'action. Ce rapport présente également une synthèse des actions par secteur d'activités de référence, l'analyse des actions vis-à-vis de l'atteinte des objectifs, le dispositif de suivi et d'évaluation ainsi que la gouvernance du PCAET
- **L'évaluation environnementale stratégique.** Cette évaluation est composée d'un rapport environnemental, d'un rapport sur l'état initial de l'environnement et d'un résumé non technique. Le rapport environnemental analyse les impacts possibles du PCAET sur l'environnement du Ternois et des 7 Vallées. Il comprend notamment une présentation de l'articulation du PCAET avec les autres documents, plans et programmes, la justification des choix retenus pour établir la stratégie Climat-Air-Énergie, l'évaluation des incidences prévisibles sur l'environnement, l'articulation avec les évaluations des incidences Natura 2000, la présentation des mesures d'évitement, de réduction et de compensation et l'évaluation du dispositif de suivi et des indicateurs environnementaux.

Les prochaines étapes :

Dès l'adoption du PCAET, une déclaration environnementale sera publiée. Cette dernière fera l'objet d'une information transmise à l'autorité environnementale et sera mentionnée dans un journal diffusé sur le territoire, précisant où les documents du PCAET pourront être consultés.

Le PCAET doit réglementairement être mis à jour tous les six ans en s'appuyant sur le dispositif de suivi et d'évaluation, néanmoins le PETR Ternois – 7 Vallées pourrait faire évoluer le programme d'actions, conjointement avec les organes de gouvernance prévus, tout au long du cycle de vie de ce plan afin de l'enrichir par de nouvelles opérations initiées par le PETR, les EPCI ou leurs partenaires.

L'ensemble des documents composant le PCAET sont en accès libre sur le site du PETR Ternois 7 Vallées. Les membres du comité syndical ont par ailleurs été invités, par voie électronique le 31 janvier 2022, à les consulter en amont de cette rencontre.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'adopter le projet de Plan Climat Air Energie Territorial
- D'autoriser Monsieur le Président à publier la déclaration environnementale et à la transmettre à l'autorité environnementale
- D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

3) DELIBERATION portant sur l'élaboration du cadastre solaire Ternois – 7 Vallées

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224-34 ;
- Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et plus particulièrement son article n°188 intitulé « la transition énergétique dans les territoires » ;
- Vu le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Hauts-de-France approuvé par arrêté préfectoral le 4 août 2020.

M. Le Président rappelle que depuis plusieurs années, le développement des énergies renouvelables fait partie intégrante de la politique portée par le territoire Ternois 7 Vallées.

Il est rappelé par ailleurs que l'Article L.2224-34 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que, lorsque les EPCI ont adopté leur PCAET, ils sont coordinateurs de la transition énergétique et, qu'à ce titre, ils animent et coordonnent sur leur territoire les actions dans le domaine de l'énergie en cohérence avec les objectifs fixés dans le PCAET.

A la suite des études de planification et programmation énergétique (EPE) pour les Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées puis de l'élaboration du plan d'actions PCAET, un plan solaire a été présenté et approuvé lors du bureau syndical du 16 juin 2021.

Le plan solaire montre que notre territoire peut participer activement à l'atteinte des ambitions élevées, en matière de développement du solaire thermique et photovoltaïque, indiquées dans le SRADDET. Pour cela le PETR souhaite se doter d'un cadastre solaire.

Le cadastre solaire semble être un outil efficace de sensibilisation sur le potentiel solaire des surfaces utiles du territoire permettant de faciliter le déploiement du solaire thermique et photovoltaïque. De plus, cela correspond à l'ambition régionale de couvrir 40% de la population par un cadastre solaire et de mettre en place une interface regroupant les différents cadastres.

Dans ce cadre, il est proposé que le PETR fasse appel à un prestataire pour élaborer le cadastre solaire Ternois 7 Vallées. Une fois doté du cadastre solaire, le PETR animera l'outil dans le but de mobiliser un maximum d'acteurs du territoire autour du développement des énergies solaires.

A ce titre, le PETR Ternois 7 Vallées a sollicité des subventions auprès de la région Hauts-de-France dans le cadre du Fonds Régional d'Amplification de la Troisième Révolution Industrielle (FRATRI) et auprès de l'Agence de la transition écologique (ADEME).

Le plan de financement prévisionnel (HT) de l'opération est le suivant :

DEPENSES		RESSOURCES		
Prestations externes	30000 euros HT	ADEME	10500 euros HT	35%
		Région (FRATRI)	10500 euros HT	35%
		Autofinancement	9000 euros HT	30%
TOTAL DEPENSES	30000 euros HT	TOTAL RESSOURCES	30000 euros HT	100%

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'engager l'élaboration du cadastre solaire à l'échelle du PETR Ternois 7 Vallées ;
- D'approuver le plan de financement associé à la réalisation de ce projet ;
- D'autoriser le Président à signer toutes demandes de subvention ;
- D'autoriser le Président à lancer le marché de prestations intellectuelles pour l'élaboration du cadastre solaire ;
- D'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à cette décision.

4) DELIBERATION portant sur l'adoption de la démarche ABC'Terre

Monsieur Le Président rappelle que la problématique des Gaz à Effet de Serre (GES) et, plus largement, de l'adaptation au changement climatique du secteur agricole, a très tôt fait partie de la politique publique menée par le Ternois et les 7 Vallées et, depuis une dizaine d'années, le territoire a eu comme ambition de développer une agriculture respectueuse de l'environnement, économe, et proche du territoire.

Pour cela, dès 2012, le Pays du Ternois a réalisé un premier diagnostic ClimAgri avec la définition de 10 orientations stratégiques visant à favoriser une agriculture plus respectueuse de l'environnement et contribuant à la lutte contre le changement climatique et la signature d'une charte d'engagement par l'ensemble des partenaires impliqués. En parallèle, le Pays des 7 Vallées s'est doté en 2012, d'une stratégie agriculture durable poursuivant ces mêmes objectifs.

Par ailleurs, le Pays du Ternois, s'est porté volontaire pour expérimenter le déploiement de la démarche ABC'Terre sur son territoire. La mobilisation d'experts agricoles locaux, de la Chambre d'Agriculture, de la SATEGE et des agriculteurs du GEDA du Ternois ainsi que l'accompagnement d'Agro-Transfert RT (pilote du projet ABC'Terre-2A et porteur de la démarche) ont permis la mise en œuvre des 5 étapes de la méthode ABC'Terre aboutissant au diagnostic initial du stockage de carbone dans les sols cultivés et du bilan de Gaz à Effet de Serre (GES) des systèmes de culture du territoire.

Vingt agriculteurs volontaires ont pris part aux ateliers participatifs, au cœur de la démarche ABC'Terre. Ces ateliers ont permis d'interpréter les résultats de façon concertée et de faire émerger des scénarios de modification de pratiques permettant de stocker plus de carbone dans les sols et d'émettre moins de GES sur le territoire, en cohérence avec les enjeux des agriculteurs et des collectivités.

Fort de cette expérience, le PETR propose d'étendre cette démarche sur l'ensemble du périmètre Ternois – 7 vallées. Cette action figure par ailleurs dans les programmes d'actions Clim'Agri, adopté par délibération PETR le 24 juin 2021, et du PCAET, arrêté par délibération le 23 mars 2021.

A ce titre, le PETR Ternois 7 Vallées sollicitera des subventions auprès des différents organismes susceptibles de pouvoir co-financer la démarche.

Le plan de financement prévisionnel (HT) de l'opération est le suivant :

DEPENSES		RESSOURCES		
Prestations externes	35000 euros TTC	Autofinancement	35000 euros TTC	100%
TOTAL DEPENSES	35000 euros TTC	TOTAL RESSOURCES	35000 euros TTC	100%

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'engager la démarche ABC'Terre pour l'ensemble du périmètre Ternois – 7 Vallées ;
- D'approuver le plan de financement associé à la réalisation de ce projet ;
- D'autoriser le Président à signer toutes demandes de subvention ;
- D'autoriser le Président à lancer le marché de prestations intellectuelles pour la réalisation de la démarche ABC'Terre ;
- D'autoriser le Président à signer tout document se rapportant à cette décision.

5) DELIBERATION portant sur le changement d'adresse administrative du PETR et modification de l'article 4 des statuts

- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 juin 2017 promulguant la transformation du Syndicat Mixte pour le SCoT du Pays du ternois en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural et instaurant les statuts du PETR Ternois 7 Vallées.

Monsieur Le Président rappelle que, depuis sa création, le PETR ternois 7 Vallées est rattaché administrativement à la Communauté de Communes du Ternois et que son adresse administrative est la suivante : « 8 place François Mitterrand, 62130 Saint Pol Sur Ternoise ».

La Communauté de Commune du Ternois vient de déménager au « 400 rue de Maisnil, Parc des Moulins, 62130, Herlin-le-Sec ».

Dans ces conditions, il convient de modifier l'article 4 des statuts du PETR Ternois 7 Vallées comme suit :

« Article 4 : Siège du PETR

Le siège social du PETR Ternois 7 Vallées est : 400 rue de Maisnil, Parc des Moulins, 62130, Herlin-le-Sec. Le PETR pourra tenir ses réunions soit au siège social, soit en tout autre lieu compris dans son périmètre sur simple décision du président du PETR Ternois 7 Vallées. »

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir débattu,

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- D'approuver la modification des statuts du PETR Ternois 7 Vallées telle que présentée ci-avant ;
- D'autoriser le Président à accomplir l'ensemble des formalités utiles afférentes à la bonne exécution de ce dossier.

QUESTIONS DIVERSES

Aucune remarque n'est soulevée par les membres du Comité Syndical.

Monsieur BACHELET remercie les membres et clôt la séance.

La séance est levée à 17h00.